

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/11/267</p> <p>CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN D'UNE PARCELLE A SIX-FOURS- LES-PLAGES RUE ESTEVES BAS CADASTRÉE SECTION CH N°181</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/267

**O B J E T : CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC
MÉTROPOLITAIN D'UNE PARCELLE A SIX-FOURS-
LES-PLAGES RUE ESTEVES BAS CADASTRÉE
SECTION CH N°181**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1, L. 5211-1 et L. 2121-22-1,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Six-Fours-les-Plages,

VU le courriel du service Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) en date du 6 juin 2023,

VU le courriel de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) en date du 13 juin 2023,

VU le rapport technique du Pôle Voirie Infrastructure de l'Antenne de Six-Fours-les-Plages,

VU l'avis favorable de la commune de Six-Fours-les-Plages pour l'intégration dans le Domaine Public de la parcelle cadastrée section CH n°181,

VU la décision du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée n° 23/1117 en date du 24 novembre 2023 approuvant l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle sise sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83140) rue Estève Bas, cadastrée section CH n°181, d'une superficie de 78 m² appartenant à Mesdames REYMONENQ,

VU l'acte authentique en la forme administrative en date du 5 avril 2024 et publié au Service de la Publicité Foncière de Toulon le 17 avril 2024, volume 2024P n°7676,

VU l'avis de Commission Aménagement du Territoire, Planification et Stratégie foncière en date du 19 novembre 2024,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence exerce de plein droit, conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie,

CONSIDERANT que la parcelle constitue le trottoir et une partie de la chaussée qui se trouve dans le Domaine Public Métropolitain,

CONSIDERANT que la commune de Six-Fours-les-Plages a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue du classement dans la voirie publique métropolitaine de la parcelle sise sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83140) rue Estève Bas cadastrée section CH n°181, d'une superficie de 78 m²,

CONSIDERANT que le classement de cette parcelle ne nécessite pas de travaux lourds,

CONSIDERANT que le classement de la parcelle cadastrée section CH n°181 dans la voirie publique métropolitaine ne nécessite pas de procédure d'enquête publique préalable conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la Voirie Routière,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CLASSER dans le Domaine Public Métropolitain la parcelle sise à Six-Fours-les-Plages (83140) rue Estève Bas cadastrée section CH n°181 d'une superficie de 78 m².

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à établir et signer tous les actes permettant d'officialiser le classement de la parcelle cadastrée section CH n°181 dans le Domaine Public Métropolitain.

ARTICLE 4

DE DIRE que cette délibération n'a aucune incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance

POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0

1000

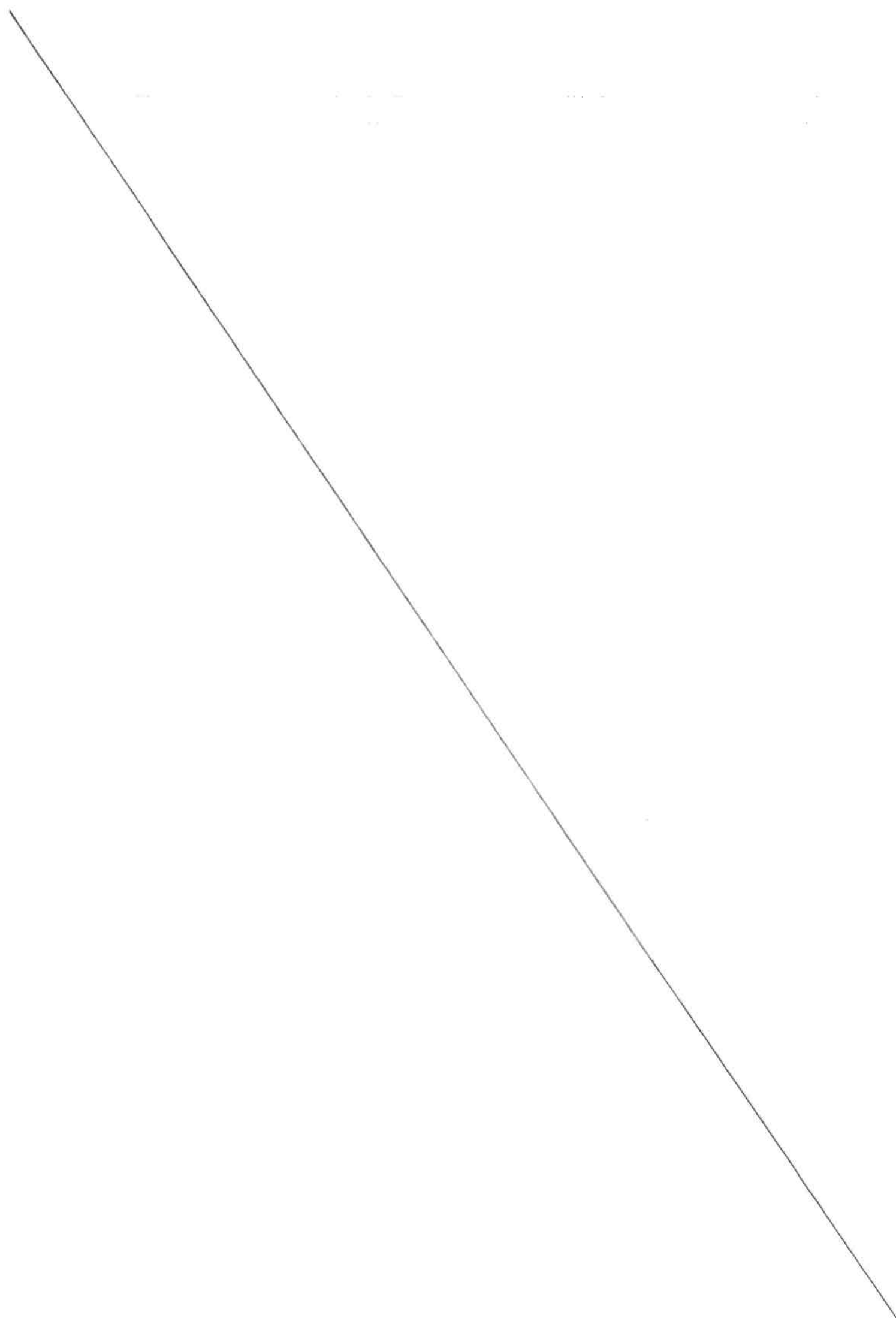
2000 3000 4000

5000 6000

7000

1000

2000



N° DP 23/1117

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION D'UNE PARCELLE SISE A SIX-FOURS-LES-PLAGES RUE ESTEVES BAS CADASTREE CH N°181

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le courrier de Madame Sonia REYMONENQ en date du 14 janvier 2020,

VU le courriel du service Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) en date du 06 juin 2023,

VU le courriel de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) en date du 13 juin 2023,

VU le rapport technique du Pôle Voirie Infrastructure de l'Antenne de Six-Fours,

VU l'avis favorable de la commune de Six-Fours-les-Plages pour l'intégration dans le Domaine Public de la parcelle cadastrée section CH n°181,

VU l'avis favorable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'intégration dans le Domaine Public de la parcelle cadastrée section CH n°181,

VU la proposition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 27 septembre 2023,

VU le courrier d'accord de Madame Sonia REYMONENQ (nu-proprétaire) et Madame Marie-Louise REYMONENQ (usufruitière) en date du 30 octobre 2023,

CONSIDERANT que Madame Sonia REYMONENQ, nu-proprétaire de la parcelle cadastrée section CH n°181, a par courrier en date du 14 janvier 2020, souhaité céder ladite parcelle en vue de son classement dans le Domaine Public Métropolitain,

CONSIDERANT que la Métropole exerce de plein droit, conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie,

CONSIDERANT que la parcelle constitue le trottoir et une partie de la chaussée qui se trouve dans le Domaine Public Métropolitain,

CONSIDERANT que les avis reçus sont favorables pour l'intégration dans le Domaine Public de la parcelle cadastrée section CH n°181,

CONSIDERANT que l'acquisition de la parcelle cadastrée section CH n°181 par la Métropole Toulon Provence Méditerranée est consentie à l'euro symbolique (1€) par Madame Sonia REYMONENQ (nu-proprétaire) et Madame Marie-Louise REYMONENQ (usufruitière),

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR auprès de Madame Sonia REYMONENQ (nu-proprétaire) et Madame Marie-Louise REYMONENQ (usufruitière) pour un montant d'UN euro symbolique non recouvrable (1€) la parcelle sise à Six-Fours-les-Plages (83140) rue Estève Bas cadastrée section CH n°181 d'une superficie de 78 m².

ARTICLE 2

DE DIRE que la décision de classement dans la voirie publique métropolitaine de la parcelle cadastrée section CH n°181 à usage de trottoir et d'une partie de la voie rue Estève Bas d'une superficie de 78 m² interviendra lors d'un prochain Conseil Métropolitain.

ARTICLE 3

DE RECEVOIR l'acte authentique en la forme administrative.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur Robert CAVANNA, 1^{er} Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte authentique en la forme administrative ainsi que tous les documents y afférents.

ARTICLE 5

DE DIRE que tous les frais seront supportés sur le budget principal 2023 (ou suivant) opération n°61001, fonction 844, article 2111.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

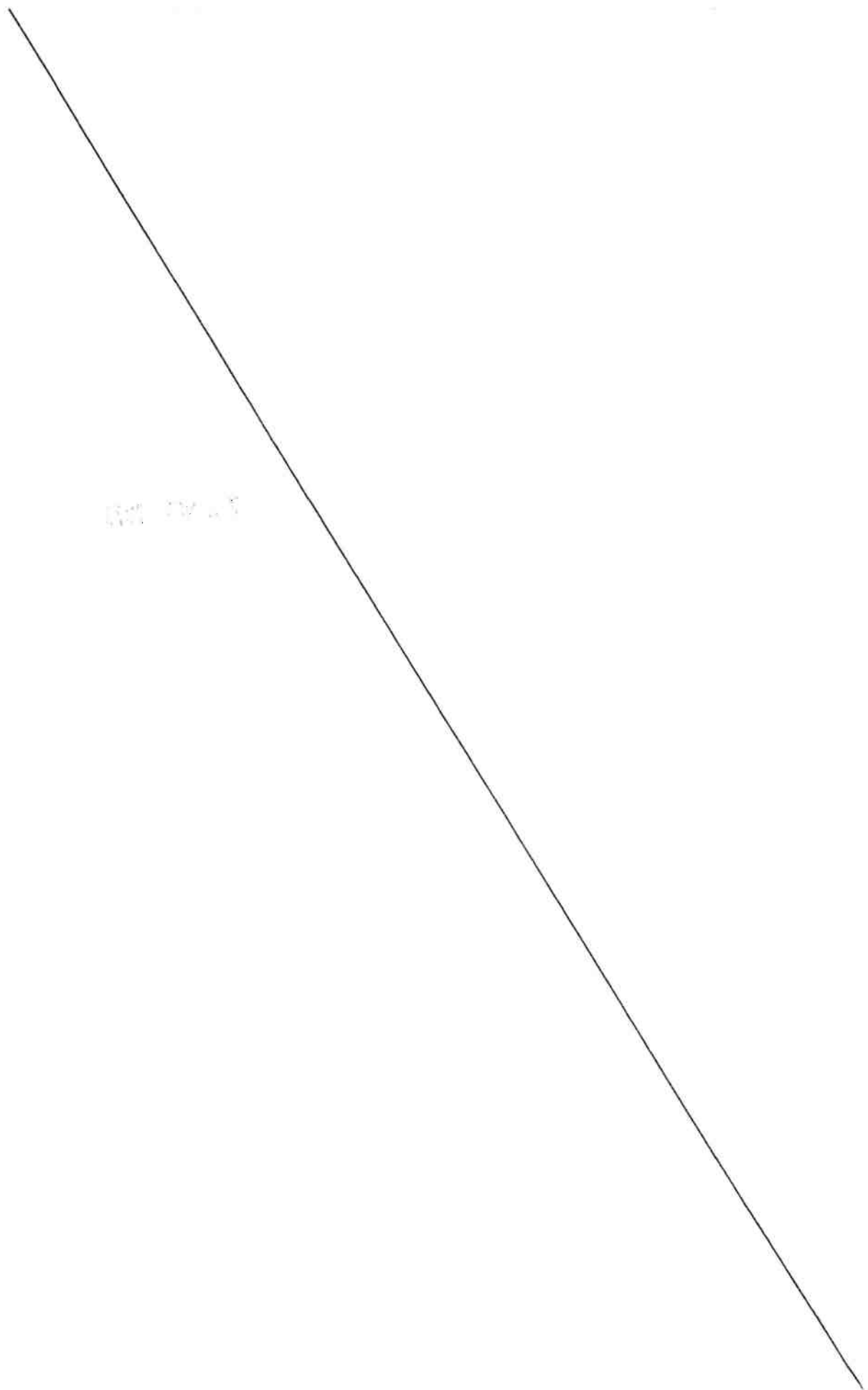
Fait à Toulon, le **24 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several sweeping loops and a long horizontal stroke at the end.



100 100 100

100 100 100

REYMONENQ Sonia
274 Rue Estève Bas
83140 Six-Fours

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES TECHNIQUES
Arrivée le 30 JAN. 2020
N° 444

Six-Fours-les-plages
Le 14 janvier 2020

Objet : Classement de la parcelle cadastrée CH n°181 dans le Domaine Public Métropolitain

Madame,

Je soussigné REYMONENQ Sonia bien vouloir céder la parcelle CH n°181 sise Rue d'Estève Bas à Six-Fours-les-plages d'une superficie de 78m² à la Métropole TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE.
Pour servir et valoir ce que de droit.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.



RAPPORT TECHNIQUE

Objet : CLASSEMENT DE VOIE : Parcelle CH n°181 sis Rue Estève Bas

1 SITUATION / TOPOGRAPHIE

Au nord de la Commune dans le quartier des Playes, la parcelle CH n°181, d'une surface d'environ 78 m² est située au niveau du 196 Rue Estève Bas.



2 ETAT DES LIEUX (juillet 2023)

2.1 Description

Cette parcelle, intégralement utilisée pour le cheminement piéton et la circulation des véhicules, mesure 78 m².

Il n'est pas prévu d'emplacement réservé sur cette zone.

2.2 Constatation

Les revêtements de cette parcelle sont très dégradés.



3 TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE LA VOIRIE

- Sciage d'enrobés
- Remplacement de 22 ml de bordures T2
- Démolition de 22 m² de revêtement de trottoir
- Démolition de 63 m² de revêtement de voirie
- Enrobés sur trottoirs
- Enrobés sur voirie

Montant Total : 8 500,00 € HT soit 10 200 ,00 € TTC

4/ CONCLUSION

Cette parcelle est attenante au domaine public sur trois de ses cotés ; elle est actuellement utilisée comme cheminement piéton et pour partie de voie circulée.

De par sa situation, et afin de régulariser administrativement sa destination, cette parcelle a un intérêt logistique pour la Métropole.

RE: Dossier ESTEVE BAS (partie haute)

laetitia.lambinet@mairie-six-fours.fr

Jeu 22/09/2022 11:50

À :GRONDIN Julie <jgrondin@metropoletpm.fr>; Sandrine GRALL <jean-marie.feraud@mairie-six-fours.fr>

Cc :Service Foncier Six-fours <service.foncier@mairie-six-fours.fr>; DEBIEVE Sylvie <sdebieve@metropoletpm.fr>; MANDELLI Michel <mmandelli@metropoletpm.fr>

Madame Grondin,

Dans le prolongement de mon entretien avec Monsieur le Maire et Monsieur Féraud, DGST, le 16 septembre 2022, je vous confirme la volonté communale de ne pas incorporer le haut de la Rue Estève Bas constituant une impasse sans intérêt général, dans le domaine public métropolitain.

En revanche, concernant la partie basse déjà publique, je vous confirme la volonté communale d'incorporer la parcelle cadastrée section CH n°181 constituant le trottoir et une partie de la chaussée, dans le domaine public métropolitain.

Restant à votre disposition,

Cordialement,

Laetitia LAMBINET

Responsable Urbanisme Réglementaire

Affaires Foncières Habitat TLPE

Tél. 04 94 34 93 90

Mail : laetitia.lambinet@mairie-six-fours.fr

De : GRONDIN Julie <jgrondin@metropoletpm.fr>

A : "laetitia.lambinet@mairie-six-fours.fr" <laetitia.lambinet@mairie-six-fours.fr>, Sandrine GRALL <jean-marie.feraud@mairie-six-fours.fr>, MANDELLI Michel <mmandelli@metropoletpm.fr>, DEBIEVE Sylvie <sdebieve@metropoletpm.fr>

Cc : BOUSBIH HAMDİ Rhatiba <rhamdi@metropoletpm.fr>

Date : 09/09/2022 13:26

Objet : Dossier ESTEVE BAS (partie haute)

Mesdames, Messieurs,

Je reviens vers vous concernant le dossier cité en objet.

Dans son dernier courriel du 30 juin 2022, Madame Sylvie DEBIEVE indique que le préalable requis pour une éventuelle rétrocession du haut de la rue Estève Bas n'était pas rempli.

En effet, il s'agit d'une impasse et ne présente pas d'intérêt pour les services métropolitains. De ce fait, pouvez-vous me donner le positionnement de la commune afin que j'en informe les riverains et clôturer le dossier si aucune suite n'est donnée.

De plus, la parcelle cadastrée section CH n°181 d'une superficie d'environ 78 m² (en jaune sur la photo ci-dessous) pourrait peut-être être rétrocédée à la Métropole. En effet, cette dernière correspondrait au trottoir longeant une partie de la rue Estève Bas qui fait partie du Domaine Public (voir 2ème photo).



Dans l'attente de vos retours.

Cordialement.

MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE

www.metropoleTPM.fr

Julie GRONDIN
 Référente D.I.A / Affaires Foncières
 Antenne Six-Fours-les-Plages
 Service Action Foncière
 Direction de l'Immobilier et du Foncier
sixfours.dpu@metropoletpm.fr
jgrondin@metropoletpm.fr
 04.94.34.94.39

Direction Générale Adjointe Finances et Moyens
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Foncier _ Antenne Six-Fours-les-Plages

**Note à l'attention de Madame Valérie PAECHT
Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Objet : Demande de classement de la parcelle cadastrée section CH n°181, sise rue Estève Bas à Six-Fours-les-Plages dans le Domaine Public Métropolitain.

Par courrier en date du 14 janvier 2020, adressé au Service Foncier de la Commune de Six-Fours-les-Plages, Madame Sonia REYMONENQ propose de céder à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la parcelle cadastrée section CH n°181 d'une superficie de 78 m², sise rue Estève Bas à Six-Fours-les-Plages en vue de l'intégrer dans le Domaine Public Métropolitain.

La parcelle cadastrée section CH n°181 est intégralement utilisée pour le cheminement piétonnier et la circulation des véhicules sur le tronçon de la rue Estève Bas faisant partie du Domaine Public.

Par courriel en date du 06 juin 2023, le service **Défense Extérieure Contre l'Incendie** (DECI) indique qu'il n'est pas concerné par cette parcelle.

Dans son courriel en date du 13 juin 2023, la **Direction de l'Eau et de l'Assainissement** (DEA) dit que le projet n'a pas d'impact sur les réseaux.

Dans son rapport technique, le **Pôle Voirie Infrastructure de l'Antenne de Six-Fours-les-Plages** constate que les revêtements de cette parcelle sont très dégradés et que le montant des travaux de remise en état s'élève à 10 200€ TTC.

Toutefois, de part sa situation et afin de régulariser administrativement sa destination, la parcelle cadastrée section CH n°181 a un intérêt logistique pour la Métropole.

De plus, la commune de Six-Fours-les-Plages émet un avis favorable pour l'intégration dans le Domaine Public de cette parcelle qui constitue un complément à la voie existante.

Je joins à la présente note les avis reçus de la DECI et la DEA ainsi que le rapport technique du Pôle Voirie Infrastructure de l'Antenne de Six-Fours-les-Plages.

Je reste dans l'attente de votre avis sur ce dossier et me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Julie GRONDIN
Chargée d'opérations foncières
Antenne Six-Fours-les-Plages.

Six-Fours-les-Plages, le 27 12 2023

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Madame Sonia REYMONENQ
274, rue Estève Bas
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

**Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens**
Claude WEISSE

Direction de l'Immobilier et du Foncier
Affaire suivie par : Julie GRONDIN
Service Affaires Foncières
Antenne Six-Fours-les-Plages
jgrondin@metropoletpm.fr

N/Réf : JPG / VP / CW / CH / MM / JG / 2023_09_8490

Objet : Acquisition parcelle cadastrée section CH n°181 sise rue Estève Bas à Six-Fours-les-Plages.

Madame,

Vous êtes nu-propriétaire de la parcelle située sur la commune de Six-Fours-les-Plages, rue Estève Bas, cadastrée section CH n°181.

Dans votre courrier en date du 14 janvier 2020 vous indiquiez vouloir céder ladite parcelle d'une superficie de 78 m² à la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le but d'être intégrée dans le Domaine Public Métropolitain.

Après avoir recueillis tous les avis nécessaires pour une demande de classement dans le Domaine Public, je vous confirme que la Métropole Toulon Provence Méditerranée émet un avis favorable pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section CH n°181.

Afin de permettre la finalisation de cette cession, je vous demande de bien vouloir m'adresser votre accord pour une cession à l'euro symbolique, sachant que tous les frais seront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les services de la Direction de l'Immobilier et du Foncier restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Finances et Moyens
Métropole Toulon Provence Méditerranée



Six-Fours-les-Plages, le 27 IX 2023

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Madame Marie-Louise REYMONENQ
274, rue Estève Bas
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE

Direction de l'Immobilier et du Foncier

Affaire suivie par : Julie GRONDIN

Service Affaires Foncières

Antenne Six-Fours-les-Plages

jgrondin@metropoletpm.fr

N/Réf : JPG / VP / CW / CH / MM / JG / 2023_09_8491

Objet : Acquisition parcelle cadastrée section CH n°181 sise rue Estève Bas à Six-Fours-les-Plages.

Madame,

Vous êtes usufruitière de la parcelle située sur la commune de Six-Fours-les-Plages, rue Estève Bas, cadastrée section CH n°181.

Dans votre courrier en date du 14 janvier 2020 vous indiquiez vouloir céder ladite parcelle d'une superficie de 78 m² à la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le but d'être intégrée dans le Domaine Public Métropolitain.

Après avoir recueilli tous les avis nécessaires pour une demande de classement dans le Domaine Public, je vous confirme que la Métropole Toulon Provence Méditerranée émet un avis favorable pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section CH n°181.

Afin de permettre la finalisation de cette cession, je vous demande de bien vouloir m'adresser votre accord pour une cession à l'euro symbolique, sachant que tous les frais seront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les services de la Direction de l'Immobilier et du Foncier restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services
Finances et Moyens

Métropole Toulon Provence Méditerranée

REYMONENQ Sonia
REYMONENQ Marie-Louise
274 Rue Estève Bas
83140 Six-Fours

30 OCT. 2023

Six-Fours-les-plages
Le 24 Octobre 2023

Objet : Classement de la parcelle cadastrée CH n°181 dans le Domaine Public Métropolitain

Monsieur,

Nous soussignons REYMONENQ Marie-Louise et REYMONENQ Sonia bien vouloir
accepter la proposition en date du 27 Septembre 2023 pour cession de la parcelle CH n°181
sise Rue Estève Bas à Six-Fours-les-plages d'une superficie de 78m² à la Métropole
TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE.
Pour servir et valoir ce que de droit.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



MINUTE

Publié et enregistré au Bureau

du Service de la Publicité Foncière

de *Toulon*

Le *17/14/2024*

Volume *2024* n° *7676*

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

PREMIERE PARTIE COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES

L'An Deux Mil Vingt Quatre

Et le *5 Août*

Au siège social de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

Le Président de la Métropole,

A reçu le présent acte authentique comportant

CESSION

IDENTIFICATION DES PARTIES

➤ Madame ANNEVILLE Marie Louise, née le 24 mars 1935 à TOULON, Retraitée, veuve de Monsieur REYMONENQ Pierre, demeurant 274 Rue Estève Bas à SIX FOURS LES PLAGES – USUFRUITIERE -

➤ Madame REYMONENQ Sonia Estelle Magali, née le 1^{er} mars 1969 à TOULON, Fonctionnaire Territoriale, divorcée en uniques noces de Monsieur BUONICONTI Ludovic suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de TOULON en date du 25 octobre 1993, demeurant 274 Rue Estève Bas à SIX FOURS LES PLAGES

ci-après désignées par l'appellation « LE CEDANT »

ET

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., dont le siège social est à TOULON CEDEX 9 (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 - N° SIREN 248 300 543 – créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, n° 2017-1758 du 26 décembre 2017.

ci-après désignée par l'appellation « L'ACQUEREUR »

EXPOSE

Aux termes d'une décision de Monsieur Le Président de la Métropole n° DP 23/1117 en date du 24 novembre 2023, dont une copie restera annexée aux présentes, il a été décidé de procéder au présent acte d'acquisition à l'euro symbolique dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière d'un trottoir et d'une partie de la voie dénommée « Rue Estève Bas ».

DECLARATION DES PARTIES ET ELECTION DE DOMICILE

Mesdames ANNEVILLE Marie Louise veuve REYMONENQ et REYMONENQ Sonia, sont ici présentes.

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., est représentée par Monsieur Robert CAVANNA, domicilié à TOULON (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – agissant aux présentes en sa qualité de 1^{er} Vice-Président de la Métropole, légalement habilité à l'effet des présentes en vertu des dispositions de l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la décision n° 23/1117, susvisée.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN a été nommé Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE par délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 dans sa séance du 4 mai 2023, dont une copie restera annexée aux présentes, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de la décision n° DP 23/1117, sus analysée et aux termes d'une délibération du Bureau Métropolitain en date du 4 mai 2023 n° 23/05/078.

DECLARATION DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et qu'elles déclarent notamment :

- Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes sont exactes.
- Qu'elles n'ont pas été associées depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans lesquelles elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'elles ne sont concernées par aucune demande de nullité ou dissolution.

TERMINOLOGIE

Le terme « LE CEDANT » désigne Mesdames ANNEVILLE Marie Louise veuve REYMONENQ et REYMONENQ Sonia

Le terme « L'ACQUEREUR » désigne la Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M.

Le mot IMMEUBLE désigne le bien cédé de nature immobilière, objet des présentes.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Sur le territoire de la commune de SIX FOURS LES PLAGES, au lieudit « Rue Estève Bas » une parcelle de terrain d'une contenance totale de 78 m², cadastrée Section CH n° 181.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS CONCERNES

Le présent acte porte sur la totalité en pleine propriété du bien sus-désigné.

ORIGINE DE PROPRIETE

Succession de Monsieur REYMONENQ Pierre Paul Gabriel décédé le 23 juillet 2013 à SIX FOURS LES PLAGES.

A la survivance de Madame ANNEVILLE Marie Louise, son épouse restée sa veuve, donataire pour le cas arrivé de survie de la totalité en usufruit des biens dépendant de la succession de son défunt époux. Cette donation ayant fait l'objet d'une confirmation aux termes d'un testament olographe en date à SIX FOURS LES PLAGES du 13 mai 2012, régulièrement déposé au rang des minutes de Maître BODIKIAN, Notaire associé à SANARY SUR MER, le 26 août 2013.

Laissant pour seules héritières Mesdames REYMONENQ Nathalie et Sonia, ses deux filles issues de son mariage.

Et partage entre les indivisaires de ladite succession avec attribution de la nue-propriété du bien objet des présentes à Madame REYMONENQ Sonia. L'usufruit restant appartenir à ANNEVILLE Marie Louise veuve REYMONENQ.

L'attestation immobilière et partage de succession après ce décès a été établie par Maître BODIKIAN, Notaire susnommé, le 26 mai 2014, publiée au 2^{ème} Bureau du service de la Publicité Foncière de TOULON les 26 mai et 30 juin 2014 – Volume 14P n° 4548 – suivie d'une attestation rectificative en date du 24 juin 2014 publiée le 30 juin 2014 – Volume 14P n° 5529 -

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire de l'immeuble cédé au moyen et par le seul fait des présentes et il en a la jouissance par la prise de possession réelle.

PRIX

Cession à l'euro symbolique, non recouvrable, d'accord entre les parties.

Pour les besoins de la publicité foncière le bien cédé est évalué à la somme de 100,00 €.

Etant précisé que tous les frais inhérents aux présentes restent à la charge de « l'ACQUEREUR ».

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

La présente cession est exonérée de droits de timbre de dimension, de droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (Article 1042-1 du Code Général des Impôts) et sera soumise à la formalité fusionnée.

FIN DE PREMIERE PARTIE

DEUXIEME PARTIE

TITRE I LES BIENS

A - DECLARATION CONCERNANT LES BIENS

Le CEDANT déclare :

- qu'à sa connaissance, l'IMMEUBLE cédé n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'IMMEUBLE.

- que l'IMMEUBLE est libre de toute hypothèque ou de tout privilège,

B -DROIT DE PREEMPTION URBAIN

La présente acquisition a fait l'objet d'une déclaration auprès des services de la Préfecture du var en application de l'article L210-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Monsieur le Préfet du Var a renoncé à son droit de préemption. Copie de cette renonciation restera annexée aux présentes.

C – ORIGINE ANTERIEURE

Les parties déclarent dispenser Monsieur le Président de TPM de relater ci-après les origines plus antérieures et déclarent vouloir s'en référer, si besoin est, aux titres analysés ci-avant.

TITRE II CONVENTIONS PARTICULIERES

Néant

TITRE III
CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

La présente cession est consentie et acceptée aux clauses et conditions suivantes auxquelles les parties déclarent se référer expressément dans la mesure où, précédemment, il n'a été fait mention d'aucune clause ou indication contraire.

I - PERSONNES

a) Dénominations

Pour leur comparution ou leur intervention aux présentes, les dénominations LE CEDANT désigne Mesdames ANNEVILLE Marie Louise veuve REYMONENQ et REYMONENQ Sonia, et l'ACQUEREUR « TPM », et qu'ils soient ou non représentés par des mandataires; si la cession est le fait de plusieurs personnes, celles-ci agissent conjointement et solidairement entre elles.

b) Déclarations

- que la dénomination des parties est telle qu'elle est indiquée en tête des présentes

II - LES BIENS

En ce qui concerne la désignation des biens cédés, il est précisé que, si la cession intéresse un ou plusieurs immeubles, ceux-ci sont désignés par l'abréviation l'IMMEUBLE.

a) L'ACQUEREUR prendra l'IMMEUBLE dans l'état où il se trouve actuellement avec toutes ses appartenances et dépendances, toutes facultés quelconques pouvant y être attachées sans aucune exception ni réserve.

L'ACQUEREUR ne pourra prétendre à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, et, notamment, en raison de communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la désignation ou de la contenance indiquée, la différence entre cette dernière et la contenance réelle, excédât-elle un vingtième en plus ou en moins, devant faire le profit ou la perte de l'ACQUEREUR, sans recours contre LE CEDANT.

L'ACQUEREUR souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever l'IMMEUBLE, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre LE CEDANT et sans que la présente clause puisse conférer à L'ACQUEREUR plus de droits que ceux auxquels il pourrait légalement prétendre.

L'ACQUEREUR acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels l'IMMEUBLE peut ou pourra être assujetti, de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé contre LE CEDANT.

L'ACQUEREUR s'oblige aux garanties de fait et de droit les plus étendues.

b) LE CEDANT fera son affaire personnelle de tous traités d'abonnements aux eaux, gaz, électricité, assurances et autres qui ont pu être contractés précédemment et relativement à l'IMMEUBLE cédé.

LE CEDANT déclare expressément faire son affaire personnelle de toute indemnité à payer à toute personne pouvant réclamer des droits ou actions quelconques sur l'IMMEUBLE cédé.

III - DISPOSITIONS DIVERSES

a) Remise de titres

Il n'est pas remis de titres de propriété antérieurs à L'ACQUEREUR qui pourra, toutefois, s'en faire délivrer des expéditions ou extraits de qui il appartiendra et sera subrogé dans tous les droits du CEDANT à ce sujet.

b) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège social de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

d) Dépôt de la minute

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

e) Frais et droits

Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence resteront à la charge de l'ACQUEREUR, sauf tous droits et taxes susceptibles, le cas échéant, de découler des obligations fiscales incombant légalement au CEDANT et qui doivent rester à sa charge personnelle.

f) Publicité foncière

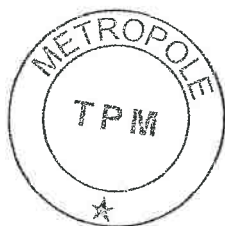
Une expédition des présentes sera publiée au Service de la Publicité Foncière compétent.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

LE CEDANT

Madame ANNEVILLE Marie Louise Veuve REYMONENQ
Madame REYMONENQ Sonia

L'ACQUEREUR



Monsieur Robert CAVANNA

**Le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

7 ème et dernière page

NLR JPA

